

**Monnaie virtuelle, stable et transnationale, le libra a le potentiel pour s'imposer dans le monde et court-circuiter les intermédiaires, qu'il s'agisse des banques traditionnelles ou des banques centrales. Mais cette utopie marchande n'est pas sans risques parce qu'elle transfère à des entreprises privées les prérogatives des banques centrales.**

La confirmation, en mars 2019, d'un basculement progressif d'une partie de l'écosystème social de Facebook en mode privé (voir [La rem n°50-51, p.64](#)) doit se lire rétrospectivement comme l'annonce d'une mutation ambitieuse du groupe qui compte unifier l'expérience sociale de ses utilisateurs, aujourd'hui dispersée entre plusieurs applications, un choix auquel Facebook avait dû se résoudre pour s'adapter à l'évolution des usages sur mobile (voir [La rem n°32, p.51](#)). En unifiant l'infrastructure de Messenger, de WhatsApp et d'Instagram, Facebook amorce cette mutation qui doit faire émerger une plateforme unique de communication pour l'ensemble de ses utilisateurs. Dès lors, il sera possible de l'enrichir d'une multitude de services qui excèdent la seule communication sociale, ce que Facebook expérimente déjà avec des possibilités d'achat « in app » dans Instagram ou de m-commerce sur Messenger. Mais ces initiatives restent embryonnaires et font déjà suite à plusieurs échecs. Entre 2009 et 2013, le groupe avait tenté de développer les Facebook Credits, une initiative depuis abandonnée, avant de tester les transferts d'argent sur Messenger. À l'inverse, les applications chinoises WeChat (Tencent) et Alipay (Alibaba) ont su se muer en véritables porte-monnaie électroniques. Ainsi, l'argent liquide est en train de disparaître en Chine au profit du paiement par smartphone qui concerne plus de 90 % des habitants des grandes villes. Pour ces applications, le contrôle des transactions est un moyen de fidéliser leurs utilisateurs et de mieux les connaître parce qu'elles récupèrent des données de consommation dont seules les banques disposaient jusqu'alors. Facebook tente donc à son tour de dématérialiser l'argent pour s'imposer comme un intermédiaire financier essentiel.

Alors que le groupe avait annoncé travailler sur un projet de monnaie virtuelle grâce à la technologie [blockchain](#), il a finalement officialisé le lancement du libra, une monnaie dont l'ambition dépasse de très loin les Facebook Credits jusqu'ici proposés. Annoncée pour 2020, cette monnaie virtuelle s'apparente à la création d'une véritable monnaie d'entreprise, donc une monnaie privée, qui la distingue très nettement des autres projets de crypto-monnaies. Présentée le 18 juin 2019, la monnaie libra repose certes sur la [blockchain](#), mais il s'agira d'une [blockchain](#) privée alors que le bitcoin repose sur une [blockchain](#) publique (voir [La rem n°44, p.97](#)). Cette [blockchain](#) sera gérée par les seules entreprises partenaires du projet que Facebook a préféré réunir en fondation pour garantir au libra une certaine indépendance et lui offrir une chance de rencontrer très vite le succès. Pour la présentation du libra, la fondation suisse qui porte son nom fédérait 28 entreprises, dont Facebook et 27 autres partenaires parmi lesquels Visa, Mastercard et PayPal pour le paiement en ligne, mais aussi des sociétés de services comme Uber, Lift, eBay, Booking ou Spotify qui trouveront dans cette monnaie virtuelle un moyen de simplifier les transactions avec leurs utilisateurs, quel que soit l'endroit où ils se trouvent, l'avantage d'une monnaie virtuelle étant de ne pas connaître de frontières. Dès lors, le libra permet d'échapper aux taux de change et aux frais de transaction que les banques traditionnelles ne manquent pas d'exiger. Il promet de rendre l'argent moins cher et d'en

faciliter l'accès à travers la planète. Or, parce qu'il sera accessible aux 2,4 milliards d'utilisateurs des applications de Facebook, sa portée marchande est sans commune mesure, en même temps que l'utopie d'une monnaie universelle semble désormais à portée de main.

La deuxième particularité du libra, qui le distingue des autres cryptomonnaies, est son adossement à un panier de devises fiables, dont le dollar, la livre sterling, l'euro et le yen. Le libra est donc un *stable coin* qui doit en toute logique échapper aux phénomènes spéculatifs qui caractérisent les autres monnaies virtuelles. Sur ce point, le libra se rapproche plus des monnaies nationales que des cryptomonnaies, les statuts de la fondation Libra prévoyant par ailleurs de respecter le principe du 1 pour 1, à savoir qu'à chaque libra émis devra correspondre un versement des partenaires au fonds de réserve géré par la fondation. Facebook compte en outre élargir le nombre de partenaires et atteindre au moins 100 partenaires pour le lancement officiel de la monnaie virtuelle, ce qui la crédibilisera en même temps que le fonds de réserve sera renforcé, chaque partenaire devant investir *a minima* 10 millions de dollars dans le projet.

**Blockchain** privée, monnaie stable mais monnaie privée, monnaie transnationale : ces caractéristiques du libra en font un objet financier non identifié dont l'intérêt et les risques sont en partie identifiables. Outre l'intérêt économique pour les partenaires du projet qui pourront proposer de nouveaux services grâce au libra, notamment des services financiers, l'émergence d'une monnaie virtuelle utilisée par une communauté massive devrait limiter fortement les coûts de transaction, donc augmenter le nombre des échanges. En effet, l'association Libra comme Calibra, la filiale dédiée de Facebook créée pour l'occasion, ne prévoit pas de prélever de commission sur les transactions effectuées. Les sommes concernées par ces transactions sont donc potentiellement massives, les seuls transferts d'argent à l'international représentant 529 milliards de dollars en 2018 selon la Banque mondiale. Par ailleurs, une monnaie fiable mais virtuelle s'adresse potentiellement à tous ceux qui vivent dans des pays où le système bancaire est défaillant ou la monnaie trop instable. Dès lors, le libra pourra se substituer aux monnaies nationales et aux systèmes financiers nationaux quand leurs carences ne parviennent pas à faire émerger la confiance – c'est donc une grande partie de la planète qui est ici concernée, soit parce qu'elle n'a pas accès à des réseaux bancaires, soit parce que leur monnaie est sujette à une inflation incontrôlée. Cette dimension du libra, qui s'imposerait potentiellement comme monnaie de référence et viendrait sur ce point concurrencer le dollar, dont le rôle est similaire à l'échelle internationale, est liée à son adossement à des devises fiables et à son potentiel d'essaimage dans le monde, grâce aux applications de Facebook, dont 70 % de l'audience se concentre en Asie.

Ce potentiel, qui fait du libra la monnaie des marchands au point de se substituer aux monnaies nationales, notamment dans les pays où ces dernières sont fragiles, n'a pas manqué de susciter l'inquiétude des grandes banques centrales, habituées à réguler les établissements financiers. Cette inquiétude repose d'abord sur l'ampleur du projet, l'implication de Facebook devant permettre à cette monnaie virtuelle de gagner rapidement une taille mondiale quand le recours aux crypto-monnaies reste

aujourd'hui confidentiel. En effet, ces dernières sont pénalisées par leur volatilité, par le coût important des transactions et par leur lenteur, liée notamment au fait que les transactions sont enregistrées sur des blockchains publiques. Dès lors, le libra peut présenter un risque systémique, sa montée en puissance devant conduire ses partenaires à placer dans la fondation suisse des dettes d'État qui auront tendance à faire baisser les taux d'intérêt sur les monnaies de référence (si les volumes sont importants, le besoin de titres d'État le sera aussi). Or, ce type d'effets relève bien des prérogatives des banques centrales, ce qui a conduit la France qui, en juillet 2019, accueillait le G7 des ministres des finances, à solliciter les gouverneurs des banques centrales afin qu'ils rédigent un premier rapport sur le projet de monnaie virtuelle. Parallèlement, David Marcus, chargé du projet chez Facebook, a été auditionné le 16 juillet 2019 par la commission bancaire du Sénat américain, cette audition étant la première étape d'un processus de régulation à inventer.

Aux États-Unis, au sein du G7, en Europe, tous les régulateurs s'accordent sur la nécessité d'une supervision, mais personne ne sait comment s'y prendre tant le libra échappe aux dispositifs traditionnels. Plusieurs questions se posent, dont celle de la protection des données personnelles des utilisateurs ou celle du blanchiment d'argent. Des premiers gages ont été donnés lors de l'audition de David Marcus par le Sénat américain. La fondation Libra, chargée du fonds de réserve et de l'infrastructure technique, dépendra de l'autorité suisse de surveillance des marchés (Finma) et respectera la loi suisse en ce qui concerne la protection des données personnelles. Par ailleurs, les activités financières de Facebook, réunies dans la filiale Calibra, seront enregistrées aux États-Unis et respecteront donc les règles américaines. Mais le risque de cacophonie réglementaire reste élevé puisque les autres partenaires au sein de la fondation Libra appliqueront les lois qui sont celles des pays où ils auront localisé leurs services financiers. Or, en la matière, aucun accord n'existe à ce jour sur la réglementation des monnaies virtuelles et certains pays n'ont tout simplement pas de dispositif réglementaire les concernant.

Le G7 comme le Sénat américain ont donc invité Facebook à attendre qu'un cadre de régulation puisse être mis en place. Facebook a toutefois confirmé le lancement du libra en 2020 où, pour la première fois, une monnaie d'entreprise commencera petit à petit à concurrencer les monnaies nationales. Il faudra donc faire confiance, non pas aux banques centrales, mais aux entreprises privées réunies au sein de la fondation Calibra. Derrière l'utopie marchande que constitue l'émergence d'une monnaie virtuelle planétaire se profilent donc d'autres enjeux majeurs, celui de la perte de contrôle des États sur les monnaies utilisées par leurs populations, celui également des projets concurrents qui ne manqueront pas d'émerger. Afin d'inciter le régulateur américain à ne pas trop tergiverser, même si le libra peut s'apparenter à une perte de souveraineté pour le dollar, David Marcus n'a d'ailleurs pas manqué de rappeler ces enjeux très géopolitiques : « *Si nous n'agissons pas, nous pourrions bientôt avoir une monnaie numérique contrôlée par d'autres dont les valeurs sont radicalement différentes.* » Quitte à prendre des risques systémiques, autant les prendre avec des entreprises pour l'essentiel américaines... Ainsi la Banque centrale de Chine, qui travaillait depuis 2014 sur la création d'une monnaie numérique, a-t-elle confirmé en septembre 2019 son intention de lancer sa propre monnaie virtuelle, indexée sur le

renminbi (RMB), afin de conserver le contrôle d'une monnaie internationale qui soit une alternative à la fois au libra et au dollar. Quant aux Européens, à travers le gouverneur de la banque d'Angleterre Mark Carney et le ministre français Bruno Le Maire, ils souhaitent la mise en place d'une monnaie numérique publique dont la gestion serait confiée aux banques centrales. Un libra donc, mais sans les entreprises.

Peut-être est-ce l'avenir des monnaies numériques. En effet, l'inquiétude des régulateurs a eu pour premier effet de faire renoncer plusieurs partenaires essentiels du projet Libra. Le 4 octobre 2019, PayPal était le premier partenaire à annoncer son retrait du projet, sans en donner de raison précise tout en indiquant en défendre l'inspiration. Le 11 octobre 2019, c'était au tour de Visa, de Mastercard, d'eBay et de Stripe, une plateforme de paiement créée en 2009, de se retirer du projet, enlevant à Libra la reconnaissance des spécialistes de la carte bancaire et des transactions en ligne. Mais, là encore, tous ces groupes ont pourtant confirmé leur intérêt pour le projet Libra. À plus court terme, leurs intérêts économiques semblent en revanche menacés s'ils persistent à soutenir ce *stable coin* dont le régulateur se méfie pour les risques systémiques qu'il comporte, comme pour les risques de blanchiment et de piratage de données personnelles. Le libra est donc victime en partie du groupe qui le porte, Facebook, au cœur de toutes les suspicions. C'est ce qu'ont résumé brutalement deux sénateurs américains dans un courrier envoyé à Visa, Mastercard et Stripe : considérant que Facebook n'a pas fourni les garanties demandées, ils menacent les entreprises partenaires, si elles restent dans le projet, d'« *examens poussés de la part des régulateurs non seulement des activités de paiement liées à Libra, mais aussi de toutes vos activités de paiement* ».

Sources :

- « Facebook entraîne de nombreux groupes dans son projet de cryptomonnaie », Raphaël Bloch, Nicolas Richaud, *Les Echos*, 17 juin 2019.
- « Avec la monnaie libra, Facebook tente un coup de poker », Ingrid Vergara, *Le Figaro*, 19 juin 2019.
- « La monnaie de Facebook suscite de vives inquiétudes », Danièle Guinot, Ingrid Vergara, *Le Figaro*, 20 juin 2019.
- « Le libra ou l'ubérisation annoncée des Etats », Alexandre Hezez, *Les Echos*, 27 juin 2019.
- « La Fed s'inquiète du projet de monnaie digitale de Facebook », Ingrid Vergara, *Le Figaro*, 12 juillet 2019.
- « Comment Zuckerberg rêve de transformer Facebook en super-appli », Nicolas Richaud, *Les Echos*, 12 juillet 2019.
- « Le libra de Facebook passe au gril du Sénat », Ingrid Vergara, *Le Figaro*, 17 juillet 2019.
- « La devise de Facebook incite les Etats à développer leurs propres projets », Nessim Aït-Kacimi, *Les Echos*, 9 septembre 2019.
- « Le Maire ne veut pas du libra sur le sol européen », L.V., *Le Figaro*, 13 septembre 2019.
- « Défections en cascade chez Libra, le projet de monnaie numérique de Facebook », Julie Jammot, *lemonde.fr*, avec AFP, 12 octobre 2019.